

Déclaration du Parti FRODEBU

05-02-2009

DECLARATION DU PARTI-SAHWANYA-FRODEBU SUR LA SITUATION SOCIO-POLITIQUE ET SECURITAIRE QUI PREVAUT DANS LE PAYS

Ce vendredi 30 Janvier 2009, le Comité Exécutif National du Parti Sahwanya-FRODEBU s'est réuni pour analyser la situation politique et sécuritaire qui prévaut actuellement dans le pays. A l'issue de cette réunion, le Parti Sahwanya-FRODEBU a jugé opportun de porter à la connaissance de l'opinion nationale et internationale la présente déclaration :

A. Sur le plan politique, le Parti Sahwanya-FRODEBU constate la persistance des faits graves qui compromettent la paix et la sécurité, la démocratie et la réconciliation nationale. Il s'agit notamment des faits suivants :

La violation répétitive de la Constitution et des autres lois matérialisée notamment par la tentative de retour au monopartisme de fait et la dictature militaire ainsi que la préparation opaque des élections de 2010 ;

La manipulation du processus électoral qui démarre dans un climat de tension et de criminalité pouvant évoluer et déboucher sur des violences comme nous en avons vues au Kenya et au Zimbabwe ;

Depuis plus de 6 mois, le Président de la République essaie de forcer la mise en place d'une Commission Electorale Nationale Indépendante en violation flagrante de la Constitution et en l'absence de consultation avec les partenaires du processus électoral;

Les assassinats sélectifs, les arrestations, les emprisonnements et les jugements abusifs à l'endroit des responsables des partis politiques de l'opposition, de la société civile et des médias;

L'interdiction des partis politiques à tenir des réunions ;

L'absence de dialogue avec les forces politiques, sociales et morales sur les questions fondamentales de notre pays ;

L'usage de la force et de la dictature, du terrorisme et de la corruption pour imposer des textes législatifs et réglementaires ainsi que des hommes acquis aux objectifs du pouvoir ;

La cécité politique, le manque de confiance et la déstabilisation des institutions ;

B. Sur le plan sécuritaire, nonobstant l'espoir suscité par les résultats du Sommet sur le Burundi tenu à Bujumbura le 4 décembre 2008, le Parti Sahwanya-FRODEBU constate une détérioration de la situation sécuritaire matérialisée par les faits suivants :

L'absence des modalités pratiques de mise en application de l'accord signé entre le dernier mouvement politique armé, le FNL d'Agathon RWASA ;

Le manque d'une ligne directrice pour le désarmement de la population civile et des milices ainsi que le réarmement de certains démobilisés et la recrudescence des violences à travers tout le pays;

Le comportement des « Imbonerakure » du CNDD-FDD et des démobilisés qui ici et là dans le pays s'adonnent à des entraînements militaires ou qui se substituent à l'Administration et à la Police Nationale du Burundi en s'arrogeant notamment le droit de procéder à des arrestations et à des détentions arbitraires et illégales. Les cas de Kirundo, de Makamba à Kayogoro, de Cibitoke à Buganda , de Kayanza à Butaganzwa et de la Mairie sont des témoignages assez éloquentes ;

Les menaces proférées par le Parti présidentiel notamment à l'endroit des personnes de la société civile (syndicalistes, journalistes et autres);

Les méthodes policières, illégales et barbares utilisées dans le refoulement des soi-disants irréguliers et dans la vérification de la carte nationale d'identité ;

C. Sur le plan du respect des droits fondamentaux de la personne humaine et de libertés publiques

Le refus de mettre en place la Commission Nationale Indépendante des Droits de la Personne Humaine conforme aux principes de Paris ;

Le refus de promulguer l'instrument portant ratification du protocole relatif au pacte international des droits civils et politiques des citoyens ;

D. Sur le plan économique et social

La vente anarchique des biens et entreprises de l'Etat ;

A coté de nombreux cas de corruption, de détournement des deniers publics, des malversations économiques et financières, le Parti Sahwanya-FRODEBU constate avec amertume un vol organisé dans le cadre de la création des pseudo-microfinances (cas de l'IDC et PEAFF) ;

Plusieurs dossiers de corruption et de malversation croulent sous les bureaux de la Cour Anticorruption;

La flambée des prix des produits de première nécessité ;

La population est frappée par les misères de toute sorte : famines et disettes dans certains coins du pays, manque de logement adéquat, difficile intégration des rapatriés et des sinistrés, multiplication des vols de toute sorte, incapacité d'accéder à des soins de santé suivi de l'affaiblissement physique de la population surtout en milieu rural ;

Des mesures de gratuité de l'enseignement primaire et les soins médicaux pour les enfants de moins de cinq ans et les mères qui accouchent ont été annoncées. Mais par manque de politique sectorielle et faute de mesures d'accompagnement bien pensées, ces mesures sont restées lettre morte et créent trop de confusion et de difficultés dans les écoles, les hôpitaux, les dispensaires et les centres de santé.

E. Sur le plan de la Coopération Internationale

La communauté internationale et les pays de la sous-région qui ont soutenu le processus de paix et de réconciliation inter-burundais semblent actuellement se résigner même dans des cas graves les plus flagrants ;

Le détournement de l'attention de la communauté internationale pour se consacrer davantage aux autres pays de la sous région est une erreur grave, une vision erronée de la situation qui prévaut au Burundi et risque d'anéantir tous les efforts louables qui avaient été consentis, avec des répercussions graves sur la Région ;

Face à cette situation explosive, le Parti Sahwanya-FRODEBU dénonce avec énergie tous les actes anticonstitutionnels, antidémocratiques et demande :

- Au Président de la République

De jouer pleinement son rôle constitutionnel de garant du fonctionnement normal et régulier des institutions ;

D'engager un dialogue franc et sincère avec les autres forces politiques en vue de résoudre les questions de fonds dans le pays ;

De promulguer les lois votées par le parlement notamment l'instrument portant ratification du protocole facultatif relatif au pacte international des droits civils et politiques des citoyens et la loi portant privatisation des entreprises para-publiques ;

De libérer sans condition tous les prisonniers politiques et d'opinion ;

De mettre fin à la campagne électorale prématurée de son Parti d'origine en utilisant les moyens de l'Etat et l'aide publique de la communauté internationale ;

De préparer de manière transparente les élections de 2010 notamment d'engager le débat sur le cadre légal des élections et la mise en place de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) ;

De faire comprendre à son Parti d'origine que le fait d'être au pouvoir n'est pas une fin en soi et que l'on peut vivre heureux en dehors du pouvoir ;

De créer un environnement favorable à l'application de l'accord signé entre Lui et le mouvement FNL.

- Au parlement

D'exercer pleinement et souverainement son rôle de contrôle de l'action gouvernementale en particulier sur les questions relatives à la sécurité, aux élections de 2010 et à la violation des droits fondamentaux de la personne humaine ;

De rendre publique le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur la vente illicite de l'avion FALCON 50 pour que les auteurs de cette vente soient traduits en justice ;

D'exiger la promulgation des lois votées par le Parlement.

- Aux forces politiques, sociales et morales

De constituer un vaste rassemblement pour le changement de cette situation.

- Au peuple burundais

De rester calme et serein, de ne pas céder à la provocation, aux pratiques d'intimidation et de corruption qui risquent de ramener le Burundi sur la voie de la guerre et des violences, de dénoncer à temps les auteurs du terrorisme et du détournement des deniers publics ;

De se préparer à affronter des situations très difficiles dans les prochains jours.

- A la société civile, aux organisations de défense des droits de la personne humaine et aux médias

De rester vigilant pour que le Burundi ne sombre pas dans le chaos et l'anarchie ;

De ne pas céder à l'intimidation et de continuer à dénoncer vigoureusement les cas de violation des droits de la personne humaine et des libertés publiques, les cas de corruption et de malversations économiques et financières.

- A la Communauté Internationale

De s'impliquer d'avantage dans le processus électoral au Burundi conformément à la résolution 1858 du conseil de sécurité des Nations Unies du 22 décembre 2008;

De renoncer à la confusion entretenue sur le cas du Burundi par rapport aux autres pays de la sous région et de garantir l'application et le strict respect des principes démocratiques et de bonne gouvernance contenus dans la Constitution du pays sans quoi tout l'édifice politique et social va s'écrouler ;

De ne pas continuer à cautionner les cadres de dialogue « dits nationaux » dans lesquels le Parti CNDD-FDD et son pouvoir ne croient pas du tout ;

De faire suffisamment de pression sur le Pouvoir en place afin qu'il mette fin aux pratiques de déstabilisation du pays ;

Le Parti Sahwanya-FRODEBU reste engagé et déterminé à poursuivre la lutte qu'il mène jusqu'à l'instauration d'un Etat de droit, d'un Etat démocratique et d'une société juste et équitable. Il reste également disposé à tout dialogue franc et sincère visant à trouver des compromis aux questions encore en suspens.

Fait à Bujumbura, le 02/02/2009

Pour le Parti Sahwanya- FRODEBU

Honorable Léonce NGENDAKUMANA

Président du Parti